



Chaire en fiscalité et en finances publiques

Bulletin de veille

23 octobre 2018



QUÉBEC/CANADA

BUREAU DE LA RESPONSABILITÉ FINANCIÈRE DE L'ONTARIO

BRF, « [Plafonnement et échange : Examen financier de la décision d'annuler le Programme de plafonnement et d'échange](#) », Automne 2018, 34 p.

Le solde budgétaire annuel de la province sera réduit de 3 milliards de dollars entre l'exercice 2018-2019 et l'exercice 2021-2022 en raison de l'annulation du Programme de plafonnement et d'échange.

Le Programme de plafonnement et d'échange, entré en vigueur le 1er janvier 2017, était au cœur du plan du gouvernement de l'Ontario (la province) pour atteindre ses objectifs d'émissions de gaz à effet de serre (GES).

Ce programme générait des revenus pour la province par la vente aux enchères de quotas, qui accordaient aux participants le droit d'émettre des GES. La province utilisait ensuite ces revenus pour financer des initiatives raisonnablement susceptibles de réduire les émissions de GES.

En juillet 2018, la province a mis fin au Programme de plafonnement et d'échange en abrogeant le règlement sur le plafonnement et l'échange, en cessant la vente aux enchères de quotas d'émissions et en interdisant tout échange de quotas. La province a également présenté le Projet de loi 4, Loi de 2018 annulant le programme de plafonnement et d'échange. Si le Projet de loi 4 est adopté, la Loi de 2016 sur l'atténuation du changement climatique et une économie sobre en carbone sera abrogée (ce qui mettrait officiellement fin au Programme de plafonnement et d'échange), tous les quotas et les crédits existants du programme seront retirés et annulés, certains participants du programme seront indemnisés et l'immunité de la province en matière de responsabilité civile sera assurée. Enfin, la province a déclaré qu'elle entamerait sur-le-champ la dissolution de tous les programmes financés par les revenus de la vente aux enchères des quotas d'émissions.

CHAIRE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES (CFPP)

M. Robert-Angers, L. Godbout et S. St-Cerny, « [Qu'en est-il de l'incitation au travail au Québec? Explications, illustrations et pistes de réflexion](#) », 11 octobre 2018, 79 p.

En matière de trappe à la pauvreté, la prime au travail et la PFRT agissent peu. Par contre, ces mesures contribuent à combattre la trappe à l'inactivité et à faciliter la sortie de l'aide sociale.

La théorie économique énonce que l'offre de travail est conditionnée par le revenu touché hors du marché du travail et le salaire. Ainsi, pour opter pour le travail, le gain financier supplémentaire en quittant l'aide sociale doit être suffisamment élevé. Or, pour chaque dollar de salaire, net des cotisations sociales payées, les prestations d'aide sociale sont diminuées d'un dollar, réduisant substantiellement l'avantage financier du travail et donc, l'incitation à travailler.

Au Québec, deux mesures ont été mises en place et jouent essentiellement le rôle de soutenir le revenu et d'inciter au travail dans ce cas : la prime au travail du gouvernement du Québec (PAT) et la prestation fiscale pour revenu de travail du gouvernement fédéral (PFRT). Le présent cahier de recherche présente une description combinée de ces mesures et la façon dont celles-ci s'inscrivent dans le régime fiscal des particuliers au Québec.

Dans un premier temps, les paramètres des mesures sont illustrés, incluant les mesures particulières destinées aux personnes ayant des contraintes sévères à l'emploi. La deuxième section dresse le profil des utilisateurs des mesures d'incitation au travail. La troisième partie du cahier montre l'importance d'analyser conjointement ces deux mesures étant donné la façon dont elles sont coordonnées. On y illustre ainsi l'effet conjugué pour les travailleurs, pour quatre situations de familles. Une revue sommaire des mesures d'incitation au travail disponibles aux États-Unis, au Royaume-Uni et en France est présentée dans la quatrième partie.

COMMISSION DE L'ÉCOFISCALITÉ DU CANADA

C. Ragan, E. Beale et al., « [Cutting the waste : How to save money while improving our solid waste systems](#) », 16 octobre 2018, 74 p.

Une réorientation des politiques peut rendre nos systèmes de gestion des matières résiduelles plus efficaces et

moins coûteux grâce à des incitatifs appropriés et à la mise en œuvre de politiques qui font plus confiance aux mécanismes du marché.

Les collectivités canadiennes peuvent améliorer la façon dont elles gèrent les matières résiduelles. Les Canadiens produisent plus de déchets que jamais auparavant. Et plus nous en produisons, plus leur gestion est coûteuse – pour les particuliers, les entreprises, l'industrie, les consommateurs et l'environnement.

Les municipalités devraient facturer les résidents et les entreprises en fonction de la quantité de déchets qu'ils produisent. Ceux qui en génèrent davantage devraient payer plus, ceux qui en génèrent moins, payer moins. Le rapport recommande pour ce faire l'adoption de programmes de type « payez en fonction de ce que vous jetez » (pay-as-you-throw) pour les résidents, et pour les entreprises, de redevances de déversement qui reflètent intégralement le coût du service.

Dans le même temps, les provinces devraient mettre en œuvre des programmes de responsabilité élargie des producteurs qui rendent les fabricants responsables des déchets engendrés par leurs produits. Ces mesures augmentent l'efficacité des programmes de recyclage existants tout en favorisant la production de biens qui génèrent moins de déchets ou qui sont plus faciles à recycler.

DELOITTE

D. Myrden, « [Propositions importantes concernant la TPS/TVH ayant une incidence sur les entités de placements – ce qu'il faut savoir](#) », 15 octobre 2018, 15 p.

Les modifications proposées semblent être plus restrictives puisque le ministère des Finances a choisi d'appliquer une approche qui s'apparente à un « tout ou rien » en ce qui concerne la notion de propriété.

L'année qui vient de passer a été plutôt chargée! Tout a commencé le 8 septembre 2017, avec la proposition de nouvelles règles concernant les « sociétés en commandite de placement » (SCP) – un nouveau concept – qui a mené au dépôt, le 27 juin

2018, de propositions visant à modifier les règles encadrant les sociétés de portefeuille dans la Loi sur la taxe d'accise (LTA) (mieux connues comme les « règles de l'article 186 »). Ce bulletin spécial résume ces propositions et leur impact sur les structures concernées, y compris les principales dates à prendre en considération.

INSTITUT C.D. HOWE

T. Snoddon, « [The Rocky Road to Canada-wide Carbon Pricing](#) », 17 octobre 2018, 10 p.

Ottawa devrait remettre aux particuliers résidant dans les provinces qui ne respectent pas les paramètres de tarification du carbone le montant du filet de sécurité fédéral.

Ottawa should rebate revenues from its carbon pricing backstop directly to citizens in non-compliant provinces that reject its plan, according to a new report from the C.D. Howe Institute. In “The Rocky Road to Canada-wide Carbon Pricing,” author Tracy Snoddon argues that this option for returning backstop cash ensures government accountability is fair and flexible.

As the deadline for the federal government’s carbon pricing plan approaches, several provinces and territories are not yet in compliance with its requirements. Effective January 1, 2019, Ottawa intends to implement a minimum carbon price backstop in any non-compliant province or territory and promises to return the revenues to the jurisdiction where they are collected. The choice of how to do this is, however, still in flux.

“The politics of carbon pricing may have changed, but the climate change challenge has not,” says Snoddon. “As some provinces take a step back from carbon pricing, the federal government’s minimum-price backstop, and how it is deployed, is more important than ever.”

Ottawa has plenty of options for returning backstop revenues including cash grants to provincial and territorial governments, targeted federal spending, or equal per-capita rebates to the jurisdiction’s residents. Backstop revenues will be sizeable. As an example, the author conservatively estimates Ottawa would raise \$ 2.8 billion in 2019 if

the backstop was implemented in Ontario, Saskatchewan, New Brunswick, Newfoundland and Prince Edward Island. In Saskatchewan, for instance, estimated backstop revenues for 2019 translate into \$459 per person and would be sufficient to lower the provincial sales tax rate in the province from 6 to 4.5 percent.

INSTITUT C.D. HOWE

A. Sen, R. Wyonch, « [Cannabis Countdown: Estimating the Size of Illegal Markets and Lost Tax Revenue Post-Legalization](#) », 11 octobre 2018, 32 p.

Le marché noir des produits de la marijuana causé par un stock gouvernemental limité grugera 800 millions des 1,3 milliard de revenus qui auraient autrement été générés par les taxes de vente.

A large black market combined with supply shortages of legal marijuana will cut potential tax revenues by an estimated \$800 million in the first year of legalization, according to a new report from the C.D. Howe Institute. In “Cannabis Countdown: Estimating the Size of Illegal Markets and Lost Tax Revenue Post-Legalization,” authors Anindya Sen and Rosalie Wyonch find that government revenue forgone to black market activity will likely exceed the amount federal and provincial governments collect, a figure only between \$300 - \$600 million.

The federal government has made it clear that a key objective of legalization is the elimination of black markets and their associated criminal activities. Accordingly, federal and provincial governments have agreed to keep marijuana taxes relatively low to keep legal marijuana prices competitive. “However, regardless of any significant legal-illegal price differential, a black market will clearly thrive if legal domestic supply is not able to meet demand,” stated Sen.

This report estimates the size of the marijuana black market during the first year of legalization. The authors capture total demand and supply by not only using data on dried flowers, but also by including edibles and edible oils and converting them into dried marijuana equivalents. The authors’ projections indicate that the size of the

black market will likely be about 380 tonnes, or at least \$2.5 billion in the first year.

INSTITUT DE RECHERCHE EN POLITIQUES PUBLIQUES (IRPP)

P. Nicholson, « [Facing the Facts: Reconsidering Business Innovation Policy in Canada](#) », 4 octobre 2018, 36 p.

Le gouvernement fédéral doit reconnaître l'importance cruciale de l'innovation pour assurer la prospérité du Canada et accélérer la mise en œuvre d'une politique d'innovation plus complète et plus ambitieuse.

En matière de prospérité économique, la principale stratégie fédérale des prochaines années se résume en un mot : innovation. Même si plusieurs gouvernements des dernières décennies ont aussi misé sur cette stratégie, elle n'a pas connu le succès escompté. Obtenant de bons résultats malgré leur déficit d'innovation, les entreprises n'étaient pas poussées à se réinventer. Mais la donne a changé. De la mondialisation aux transformations technologiques en passant par le développement durable et le vieillissement démographique, une série d'enjeux contraignent désormais les entreprises à innover pour demeurer compétitives. D'où la nécessité d'une politique d'innovation ambitieuse qui favorise la croissance de l'ensemble de l'économie. Pour en assurer l'efficacité, il faudra toutefois adopter une approche pangouvernementale et reconnaître que l'entreprise est le tout premier vecteur d'innovation au sein de l'économie.

INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INFORMATIONS SOCIOÉCONOMIQUES (IRIS)

S.-É. Lesage et G. Hébert, « [La déréglementation des frais de scolarité: à la conquête du marché des étudiants internationaux](#) », 11 octobre 2018, 12 p.

La déréglementation des droits de scolarité des étudiants internationaux prévu dans nouvelle Politique québécoise de financement des universités

entraînera d'importants déséquilibres de financement entre les universités.

Dévoilée le 17 mai 2018 par la ministre de l'Enseignement supérieur, la nouvelle Politique québécoise de financement des universités promet de nouveaux investissements en éducation postsecondaire afin de garantir l'équité et l'efficacité du financement des universités. Dans les faits, la mesure centrale de la Politique consiste à déréglementer les frais de scolarité payés par les étudiants internationaux inscrits au 1er et au 2e cycles. La déréglementation permettra aux universités de fixer elles-mêmes le coût des études pour ces étudiants. La déréglementation n'est d'ailleurs pas une mesure sans précédent. Il y a dix ans, le gouvernement de Jean Charest avait déréglementé les frais de scolarité des étudiants internationaux de 1er cycle pour certains programmes d'études, comme le génie ou le droit. La déréglementation intégrale annoncée cette année par le gouvernement Couillard va cependant beaucoup plus loin. Le gouvernement québécois consacre par ce biais l'implantation d'un mode néolibéral de gestion des universités québécoises, qui vise à mettre celles-ci en concurrence pour attirer plus d'étudiants internationaux. La présente note interroge ce que seront les conséquences de ce virage.

THE SCHOOL OF PUBLIC POLICY (UNIVERSITÉ DE CALGARY)

P. Bazel et J. Mintz, « [Tax Policy Trends: Canadian Policy Makers Consider Response to U.S. Tax Overhaul](#) », 18 octobre 2018, 2 p.

Les TEMI à l'investissement des entreprises aux États-Unis sont inférieurs à ceux du Canada pour la première fois en près d'une décennie.

Following a recent major overhaul of the U.S. corporate and personal tax system, there has been much concern expressed regarding Canada's diminished tax advantage and its attractiveness as an investment destination in comparison to the U.S. Among the proposed tax policy responses, some in the business community have called for

Canada to adopt accelerated depreciation for machinery, a central component of the U.S. corporate tax reform.

THE SCHOOL OF PUBLIC POLICY (UNIVERSITÉ DE CALGARY)

M. McMillan, « [Alberta's Government Spending: How Big a Problem?](#) », 11 octobre 2018, 2 p.

Avec de faibles prévisions de croissance des revenus provenant des ressources naturelles et aucune autre augmentation d'impôt prévue, une diminution des dépenses sera nécessaire.

The fiscal adjustment that Alberta will have to undertake to put its budget on a sustainable path was a topic of discussion at the September 20th School of Public Policy event on Learning from the Past: Moving towards Alberta's Fiscal Future. This leads to the question – Should the fiscal adjustment be on the spending side of the budget or on the revenue side? In other words – Does Alberta have a spending problem or a revenue problem?

This brief provides some insights into this question by comparing the level of provincial government expenditure relative to provincial household income. That is, what percentage of household incomes do provincial expenditures represent? And, how has that changed over time?



ÉTATS-UNIS

INSTITUTE ON TAXATION AND ECONOMIC POLICY (ITEP)

M. Wiehe, E. Nieves et al., « [Race, Wealth and Taxes: How the Tax Cuts and Jobs Act Supercharges the Racial Wealth Divide](#) », 11 octobre 2018, 12 p.

Près de 45 % des économies d'impôt du TJCA profitent au 5 % des ménages blancs aux revenus les plus élevés.

Last year, Congress had a tremendous opportunity with the Tax Cuts and Jobs Act (TCJA) to help low-income and middle-class families—particularly those of color—build the wealth needed to secure their share of the American Dream. Unfortunately, by spending the majority of the \$1.9 trillion within this law to provide large tax breaks for the wealthy and multi-billion-dollar corporations, Congress chose to actively invest in policies that exacerbate economic inequality rather than mitigate it.

Even worse, in designing and enacting the 2017 tax law, Congress not only choose to grow the economic gap between rich and everyone else, but also between White households and households of color, thus further perpetuating a long history of systemic racism that undergirds government policies and American society at large.

A newly released report by Prosperity Now and the Institution on Taxation and Economic Policy, *Race, Wealth and Taxes: How the Tax Cuts and Jobs Act Supercharges the Racial Wealth Divide*, finds that the TCJA not only adds unnecessary fuel to the growing problem of overall economic inequality, but also supercharges an already massive racial wealth divide to an alarming extent.

Using ITEP's microsimulation model, which generates tax estimates for a sample of representative taxpayer records, this study provides the first quantitative analysis to examine the racial implications of the TCJA, and how these tax cuts reward existing White wealth at the expense of the economic security of households of color, poor households, and a stalling middle class.

LEGISLATIVE ANALYST OFFICE (LAO)

M. Taylor, « [Rethinking the 1991 Realignment](#) », 15 octobre 2018, 28 p.

La structure de transfert du financement des programmes de santé et des services sociaux de 1991 ne respecte plus, à ce jour, certains principes fondamentaux.

California has shifted programmatic and funding responsibility between the state and counties for various programs over the last 40 years. Historically, these shifts—or realignments—aimed to benefit both the state and counties by providing

greater local flexibility over services, allowing counties opportunities to innovate and improve program outcomes, and encouraging cost savings by requiring counties to share in program costs. To achieve these benefits, we believe there are certain principles any realignment needs to follow. This report evaluates the extent to which one of California's more notable realignments undertaken in 1991 achieves the intended benefits and meets these principles.

TAX POLICY CENTER

K. Rueben, M. Randall et A. Boddupalli, « [Budget Processes and the Great Recession](#) », 10 octobre 2018, 68 p.

Les processus budgétaires et les facteurs politiques jouent toujours un rôle important dans la dynamique du déficit à court terme.

In this study, we explore how strict balanced budget requirements (BBRs) and tax or expenditure limits (TEs) influence states' decisions to either cut spending or raise revenues in response to surprise deficits and whether this relationship changed following the onset of the Great Recession. We also examine whether Democratic or Republican control of a state legislature and governorship affected state responses. We find that budget processes and party control influenced both the size and the composition of state responses to deficits, with responses tempering in the period during and following the Great Recession.

TAX POLICY CENTER

R. G. Penner, « [A U.S. Fiscal Crisis?](#) », 17 octobre 2018, 18 p.

Les États-Unis sont décidément sur la voie d'une crise fiscale, mais il est impossible de prévoir quand elle pourrait survenir.

Recent tax cuts and the relaxation of spending caps on much of discretionary spending have added massively to the federal debt. Neither political party is showing much interest in controlling

deficits and unless there are large changes in fiscal policies we are firmly on a road to a fiscal crisis. Fiscal crises are extremely painful and all ideologies should try very hard to avoid one. Liberals will be forced to give up some of their favorite spending programs while conservatives will be faced with large tax increases. This paper examines the effects of fiscal crises on Ireland and Greece and asks what their experiences might mean for the United States. Their austerity programs were especially hard on civil servants and pensions and both were forced into significant tax increases. Their problems had only minor impacts on the world economy. A U.S. crisis would additionally create financial turmoil throughout international financial markets.



INTERNATIONAL

COMMISSION EUROPÉENNE

Deloitte, « [Study contributing to an impact assessment concerning a possible legislative proposal for an EU action programme for taxation for the period post-2020](#) », 9 octobre 2018, 376 p.

L'intégration dysfonctionnelle des régimes fiscaux des pays membres de l'UE favoriserait la fraude, l'érosion de la base d'imposition, l'évasion fiscale, l'évitement fiscal, l'augmentation de la charge administrative des citoyens et des entreprises, les obstacles au marché unique et aurait un impact négatif sur le positionnement concurrentiel de l'UE.

Starting from the current Fiscalis programme context, this study has first identified the global and tax related trends that will occur in the coming years and their influences on the tax administrations' functioning. On this basis, the study has identified objectives that the programme post-2020 should ideally target and a range of policy options that would support these objectives. The study has then assessed the potential impacts of the policy options on different dimensions and compared them against specific evaluation criteria. Finally, the study has ranked the options and concluded on the main elements that the future Fiscalis programme should retain.

INSTITUTE FOR FISCAL STUDIES

A. Baker, S. Crossman et al., « [How the UK spends its aid budget](#) », 12 octobre 2018, 30 p.

Le Royaume-Uni fait partie des sept pays qui ont atteint l'objectif de consacrer 0,7% de leur budget à l'aide internationale en 2017.

The UK is committed by law to spending 0.7% of gross national income on overseas aid every year. This fiscal commitment is notable given the significant public spending pressures across government. In this context, the government has overseen some important changes to how its aid is allocated in recent years. These include the pursuit of new strategic objectives, a greater emphasis on a cross-government approach, and an explicit focus on the role aid can play in serving the UK's national interest. This chapter does not seek to offer new evidence on the effectiveness of UK aid or to provide recommendations on how – or how much – aid should be spent. Instead, we provide a descriptive analysis of aggregate UK aid spending and its composition. We draw out trends in how this composition has changed and highlight where this appears to be driven by recent updates to the government's overarching strategy, outlining potential challenges and areas of uncertainty for the future of UK aid along the way.

INSTITUTE FOR FISCAL STUDIES

C. Emmerson et T. Pope, « [Risks to the UK public finances](#) », 15 octobre 2018, 39 p.

Le déficit est retombé à son niveau d'avant la crise et la dette est plus élevée de 50% du revenu national alors que l'objectif budgétaire est d'éliminer complètement le déficit en 2020.

Chancellor Philip Hammond will present his Budget in a period of heightened uncertainty, with a deficit back to pre-crisis levels but a debt level that is much higher. He will have to balance commitments made to the NHS in the summer and the Prime Minister's recent promise of an end to

austerity with the government's overarching fiscal objective – reaffirmed in last year's general election manifesto – to eliminate the deficit entirely by the mid 2020s. In this chapter, we set out the current state of the public finances, the outlook for the future, and some of the key economic and policy risks to the public finances in the medium and long term.

INSTITUTE FOR FISCAL STUDIES

R. Crawford et B. Zaranko, « [Trade-offs for the forthcoming Spending Review](#) », 16 octobre 2018, 34 p.

Des réductions continues seraient nécessaires à l'égard de nombreuses dépenses pour les services publics, mais après huit ans de coupure, en faire plus serait extrêmement difficile.

According to his Spring Statement speech, at this year's forthcoming Budget the Chancellor will set a firm overall path for public spending for the years beyond 2019–20. At some point next year – perhaps in the Autumn 2019 Budget – this will be followed by a Spending Review to set detailed allocations for individual departments. In the coming months, the Chancellor will therefore need to make a number of difficult choices. First, in setting the overall spending envelope, he will have to balance carefully any extra spending against the additional tax or borrowing required to fund it. He will then need to trade off spending on public services against spending on social security, and balance the competing demands of ministers and departments, to determine his priorities and set plans for the years ahead. This chapter sets out the context for the choices facing the Chancellor, considers the necessary trade-offs and describes some of the possible implications for public service spending.

INSTITUTE FOR PUBLIC POLICY RESEARCH (IPPR)

C. Roberts, G. Blakeley, L. Murphy, « [A Wealth of Difference: Reforming the taxation of wealth](#) », 9 octobre 2018, 44 p.

Une réforme fiscale sur cinq points est nécessaire pour corriger les écarts du système d'imposition britannique qui, dans sa forme actuelle, mène à l'iniquité sociale.

The UK is a wealthy nation but that wealth is very unevenly distributed. This has negative implications for both economic prosperity and justice. These issues are set to become more important as technological change, stagnating wages and rising house prices increase the income and gains that can be made from wealth.

The UK's system of wealth taxation currently fails to tackle these issues. In fact, it frequently exacerbates them by creating opportunities for avoidance, distorting investment decisions, poorly capturing wealth transfers and undertaxing income from assets, particularly housing. This is unjust. In this paper we make five recommendations which together amount to a transformation of the tax treatment of wealth in the UK. We recommend that all income from wealth is taxed under the income tax schedule; that inheritance tax is abolished and replaced with a lifetime donee-based gift tax; and that non-domiciled status is removed and trusts are reformed to be more transparent. We also propose the reform of property taxes through the replacement of council tax with an annual property tax, and the replacement of business rates with a land value tax.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE)

Comité directeur du IISF, « [Rapport annuel 2017/2018 sur l'Initiative Inspecteurs des Impôts Sans Frontières \(IISF\)](#) », 4 octobre 2018, 56 p.

L'initiative IISF porte fruit, rapportant plus de 100\$ de recettes par dollar investi et 414 millions de dollars US de recettes supplémentaires depuis 2012.

Ce rapport du Secrétariat IISF couvre les activités menées dans le cadre de l'initiative IISF de mai 2017 à avril 2018, soit pendant la deuxième année complète de mise en œuvre de l'accord de partenariat conclu entre l'OCDE et le PNUD. Le chapitre

1 permet de mettre en perspective l'initiative IISF dans un paysage de la fiscalité et du développement qui évolue rapidement. Le chapitre 2 fournit une description détaillée de toute la palette d'activités entreprises pour mettre sur pied les programmes IISF. Le chapitre 3 donne des précisions sur les résultats obtenus et la mesure de ces résultats, tandis que le chapitre 4 donne une vue d'ensemble des enseignements dégagés à l'occasion de la Table ronde des experts et de l'Atelier IISF en novembre 2017. Le chapitre 5 fait la synthèse des partenariats et collaborations à l'échelle internationale. Le chapitre 6 décrit les évolutions organisationnelles et le chapitre 7 définit le projet de programme de travail élaboré pour l'année à venir.

THE AUSTRALIA INSTITUTE

M. Grudnoff et D. Richardson, « [Australia, we need to talk about revenue](#) », 17 octobre 2018, 13 p.

Les vieux paradigmes simplistes de réduction des impôts et de la taille du gouvernement n'ont pas fonctionné pour l'Australie.

The debate in Australia about the Federal Government's Budget has too often focused on what spending will get cut to fund what tax cuts. Australia has also obsessed which Treasurer will deliver a budget surplus in which year. What has been lost in this simplistic debate is that tax is the price we pay for living in a civilised society. Rather than constantly debating how big the next income tax cut needs to be or how large the surplus should be, we need to have a discussion about revenue.

At a time when wages are stagnant and inequality is getting worse, the general public is increasingly interested in a debate on how much revenue needs to be collected and what kind of services the public expects from their Government. The public are keen for a debate about tax reform where tax reform doesn't simply mean lower taxes.

This paper will look at what has happened to government revenue in the last 20 years, the state of government revenue today and how we can reform our tax system to make it more efficient and equitable.

WORLD ECONOMIC FORUM

K. Schwab, « [The Global Competitiveness Report 2018](#) », 16 octobre 2018, 671 p.

L'économie canadienne se classe au 12e rang de l'index 2018.

In the midst of rapid technological change, political polarization and a fragile economic recovery, it is critical that we define, assess and implement new pathways to growth and prosperity. With productivity the most important determinant of long-term growth and income, the new Global Competitiveness Index 4.0 featured in this report sheds light on a newly emerging set of factors critical for productivity in the Fourth Industrial Revolution (4IR) and provides a tool for assessing them. The key findings below summarize the new tool as well as its results as revealed by global, regional and country level analysis.

Équipe de rédaction

Recherche et sélection des articles :
Olivier Gauthier-Durette, Josianne Picard, François Servant-Millette, Gerry Vittoratos et Olivia Wu

Coordination et édition:
Tommy Gagné-Dubé

<http://cffp.recherche.usherbrooke.ca/>

**Pour vous abonner gratuitement
au Bulletin de veille et aux
publications de la Chaire :**
cffp.adm@USherbrooke.ca